

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/40628]

11 JULI 2018. — Decreet houdende diverse bepalingen inzake het gespecialiseerd onderwijs. — Erratum

In de Franse versie van het decreet van 11 juli 2018 houdende diverse bepalingen inzake het gespecialiseerd onderwijs, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 augustus 2018, bladzijde 62922, leze men het opschrift als volgt "Décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement spécialisé" in plaats van "Décret portant diverses propositions en matière d'enseignement spécialisé".

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204431]

19 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon prévoyant en 2018 une aide pour favoriser la certification au respect du cahier des charges « standard VEGAPLAN »

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.11, D.13, D.17, § 2 et § 3, alinéa 2, D.183, § 2, 1°, D.242 et D.243;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 avril 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 avril 2018;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 24 mai 2018;

Vu le rapport du 19 avril 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 63.705/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Une aide de minimis de 150 euros par agriculteur est octroyée, par paiement semestriel, jusqu'à épuisement du crédit disponible de 1.000.000 euros aux agriculteurs certifiés qui respectent le cahier des charges « standard VEGAPLAN ». Le cas échéant, la date de demande d'adhésion au standard VEGAPLAN départage les derniers candidats au bénéfice de l'aide, les premiers candidats à avoir demandé l'adhésion reçoivent l'aide.

Art. 2. Pour être admissible à l'aide visée à l'article 1^{er}, ci-après dénommée l'aide, cumulativement, l'agriculteur :

1° est identifié auprès de l'organisme payeur dans le cadre du SIGeC, conformément à l'article D.22 du Code wallon de l'Agriculture, ci-après dénommé "le Code";

2° gère une unité de production sur le territoire de la Région wallonne;

3° est agriculteur actif au sens de l'article 9 du règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil, tel qu'exécuté par les articles 10 à 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

4° a droit en 2017 ou en 2018 à une aide au paiement de base conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

5° est titulaire d'une certification au respect du cahier des charges « standard VEGAPLAN »;

6° n'a pas bénéficié d'une aide en vertu de l'article 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015 instaurant un programme d'aide encourageant la participation des agriculteurs aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles;

7° n'est pas une entreprise en difficulté, au sens de l'article 2, 14°, du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

8° a complété la déclaration d'octroi d'une aide « de minimis » telle que reprise en annexe.

Art. 3. L'organisme payeur est chargé du suivi des aides octroyées en vertu du présent arrêté conformément à l'article D.254 du Code.

L'organisme payeur octroie l'aide sur la base des données et des documents dont il dispose.

Par dérogation à l'alinéa 2, si l'organisme payeur ne dispose pas des données ou des documents lui permettant d'octroyer l'aide aux agriculteurs concernés, il envoie une demande d'information aux organismes de certification ou aux agriculteurs par tout moyen conférant une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code. Les agriculteurs ou les organismes de certification répondent dans les trente jours à dater de la réception de la demande d'information.

Art. 4. L'organisme payeur mentionne dans la décision d'octroi de l'aide le caractère de minimis de celle-ci.

Art. 5. Le responsable de l'organisme payeur ou son délégué :

1° entend le requérant lorsque celui-ci sollicite une audition conformément à l'article 17, § 2, du Code;

2° prend une décision sur le recours dans un délai de trois mois à dater de la réception de celui-ci.

Aucun intérêt de retard n'est réclamé relatif à l'exécution des paiements effectués dans le cadre du présent arrêté.

Art. 6. Aucune aide prévue par le présent arrêté n'est accordée en faveur d'un agriculteur qui a créé artificiellement les conditions requises en vue de l'obtention de ces aides, en contradiction avec les objectifs visés par le présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté cesse d'être en vigueur le 30 juin 2019.

Art. 8. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

Annexe

Formulaire de déclaration sur l'honneur concernant les aides de minimis.

Par la présente, le soussigné déclare :

1° qu'à l'entreprise citée ci-après, soit :

a) sur la période de 01/01/....., compléter par l'année précédant de deux ans la date de signature de cette déclaration jusqu'au.../...../....., compléter par la date de signature de cette déclaration, des aides de minimis préalables ont été allouées jusqu'à un montant total de..... euros;

b) sur la période de 01/01/....., compléter par l'année précédant de deux ans la date de signature de cette déclaration jusqu'au.../...../....., compléter par la date de signature de cette déclaration, aucune aide de minimis n'a été allouée auparavant.

2° qu'aucune aide d'Etat n'est allouée pour les mêmes coûts éligibles en vertu d'un règlement d'exemption par catégorie ou d'une décision adoptée par la Commission conduisant au dépassement du maximum des aides autorisées à ce titre si cumulée avec les aides "de minimis".

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, a), une copie des données démontrant l'allocation des aides de minimis est jointe à cette déclaration.

nom d'entreprise...

numéro d'agriculteur...

nom et fonction...

adresse....

code postal et nom du lieu....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2018 prévoyant en 2018 une aide pour favoriser la certification au respect du cahier des charges « standard VEGAPLAN ».

Namur, le 19 juillet 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/204431]

19. JULI 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den 2018 eine Beihilfe vorgesehen wird, um die Zertifizierung im Rahmen der Einhaltung der Vorgaben des Lastenhefts "Standard VEGAPLAN" zu fördern

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen im Agrarsektor;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches für Landwirtschaft, Artikel D.4, D.11, D.13, D.17 § 2 und § 3 Absatz 2, D.183 § 2 Ziffer 1, D.242 und D.243;

Aufgrund der am 12. April 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 19. April 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 24. Mai 2018 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 19. April 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 4. Juli 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 63.705/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Eine De-minimis-Beihilfe von 150 Euro pro Landwirt wird im Rahmen einer halbjährlichen Zahlung zugunsten jener Landwirte, die eine Zertifizierung erhalten haben und die die Vorgaben des Lastenhefts "Standard VEGAPLAN" einhalten, gewährt, bis die verfügbaren Haushaltsmittel in Höhe von 1.000.000 Euro ausgeschöpft sind. Gegebenenfalls ist das Datum des Antrags zur Beteiligung am VEGAPLAN-Standard für die letzten Antragsteller ausschlaggebend, da die Beihilfe den ersten Antragstellern um eine Beteiligung gewährt wird.

Art. 2 - Um für die in Artikel 1 erwähnte Beihilfe in Frage zu kommen, erfüllt der Landwirt gleichzeitig folgende Bedingungen:

1° er ist gemäß Artikel D.22 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, nachstehend "das Gesetzbuch" genannt, bei der Zahlstelle im InVeKoS-System identifiziert;

2° er verwaltet eine Produktionseinheit auf dem Gebiet der wallonischen Region;

3° er ist aktiver Landwirt im Sinne von Artikel 9 der Verordnung Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates und im Sinne der Artikel 10 bis 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

4° er hat 2017 oder 2018 Anrecht auf eine Beihilfe im Rahmen der Basisprämienregelung gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

5° er besitzt eine Zertifizierung im Rahmen der Einhaltung der Vorgaben des Lastenhefts "Standard VEGAPLAN";

6° ihm wurde keine Beihilfe nach Artikel 2 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015 zur Einführung eines Beihilfeprogramms zur Förderung der Beteiligung der Landwirte an den Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse gewährt;

7° er ist kein Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne von Artikel 2 Ziffer 14 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

8° er hat die Erklärung zur Gewährung einer De-minimis-Beihilfe, wie sie im Anhang angeführt wird, ausgefüllt.

Art. 3 - Die Zahlstelle wird gemäß Artikel D.254 des Gesetzbuches mit der Überwachung der aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen beauftragt.

Die Zahlstelle gewährt die Beihilfe auf der Grundlage der Angaben und Dokumente, über die sie verfügt.

Falls die Zahlstelle nicht über die Angaben oder Dokumente verfügt, die ihr ermöglichen, den betreffenden Landwirten die Beihilfe zu gewähren, fordert sie in Abweichung von Absatz 2 bei den bescheinigenden Stellen oder den Landwirten durch jedes Mittel, das der Einsendung laut Artikel D.15 des Gesetzbuches ein sicheres Datum verleiht, zusätzliche Informationen an. Die Landwirte oder die bescheinigenden Stellen antworten innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Informationsantrags.

Art. 4 - Die Zahlstelle führt in dem Beschluss zur Gewährung der Beihilfe an, ob es sich um eine De-minimis-Beihilfe handelt oder nicht.

Art. 5 - Der Verantwortliche der Zahlstelle oder sein Beauftragter:

1° hört den Beschwerdeführer an, wenn dieser eine Anhörung gemäß Artikel 17 § 2 des Gesetzbuches beantragt;

2° entscheidet innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Eingang der Beschwerde.

Kein Verzugszins wird bei der Ausführung der im Rahmen des vorliegenden Erlasses vorgenommenen Zahlungen eingefordert.

Art. 6 - Dem Landwirt wird keine in dem vorliegenden Erlass vorgesehene Beihilfe gewährt, wenn festgestellt wird, dass er die Voraussetzungen für den Erhalt dieser Beihilfen den Zielen dieses Erlasses zuwiderlaufend geschaffen hat.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am 30. Juni 2019 außer Kraft.

Art. 8 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Juli 2018

Für die Regierung :
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Anhang

Formular für die ehrenwörtliche Erklärung betreffend die De-minimis-Beihilfen

Hiermit erklärt der Unterzeichnete

1° dass dem nachstehenden Unternehmen entweder

a) während des Zeitraums zwischen dem 01/01/....., (auszufüllen durch das Jahr, das dem Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung um zwei Jahre vorausgeht) bis am.../...../..... (auszufüllen durch das Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung) vorab De-minimis-Beihilfen bis zu einem Gesamtbetrag von..... Euro gewährt worden sind;

b) während des Zeitraums zwischen dem 01/01/....., (auszufüllen durch das Jahr, das dem Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung um zwei Jahre vorausgeht) bis am.../...../..... (auszufüllen durch das Datum der Unterzeichnung dieser Erklärung) vorab keinerlei De-minimis-Beihilfe gewährt worden sind.

2° dass für dieselben, aufgrund einer Gruppenfreistellungsverordnung oder eines von der Kommission verabschiedeten Beschlusses beihilfefähigen Kosten keine staatliche Beihilfe gewährt wird, die zusammen mit den De-minimis-Beihilfen zu einer Überschreitung der als Beihilfen zugelassenen Höchstbeträge führt.

Betreffend Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe a ist eine Abschrift der Angaben zum Nachweis der Gewährung der De-minimis-Beihilfen dieser Erklärung beizufügen.

Bezeichnung des Unternehmens....

Landwirtschaftliche Betriebsnummer....

Name und Eigenschaft....

Anschrift....

Postleitzahl und Ortsname....

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2018, durch den 2018 eine Beihilfe vorgesehen wird, um die Zertifizierung im Rahmen der Einhaltung der Vorgaben des Lastenhefts "Standard VEGAPLAN" zu fördern, beigelegt zu werden.

Namur, den 19. Juli 2018

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/204431]

19 JULI 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling in 2018 van steun ter bevordering van de certificatie inzake de naleving van het productdossier « standaard VEGAPLAN »

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1408/2013 van de Commissie van 18 december 2013 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de minimis-steun in de landbouwsector;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, D.11, D.13, D.17, § 2 en § 3, lid 2, D.183, § 2, 1°, D.242 en D.243;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 april 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 april 2018;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid, gepleegd op 24 mei 2018;

Gelet op het rapport van 19 april 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 63.705/4 van de Raad van State, gegeven op 4 juli 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1273;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Een de minimis-steun van 150 euro per landbouwer wordt via halfjaarlijkse betaling toegekend aan gecertificeerde landbouwers die het productdossier « standaard VEGAPLAN » naleven, totdat het beschikbare krediet van 1.000.000 euro is uitgeput. In voorkomend geval maakt de datum van de aansluitingsaanvraag bij het standaard VEGAPLAN een onderscheid tussen de laatste kandidaten die de steun aangevraagd hebben, de eerste kandidaten die de aansluiting aangevraagd hebben, ontvangen de steun.

Art. 2. Om in aanmerking te komen voor de steun bedoeld in artikel 1, hierna steun genoemd, moet de landbouwer aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

1° geïdentificeerd zijn bij het betaalorgaan in het kader van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, overeenkomstig artikel D.22 van het Waalse Landbouwwetboek, hierna « het Wetboek » genoemd;

2° een productie-eenheid op het grondgebied van het Waalse Gewest beheren;

3° een actieve landbouwer zijn in de zin van artikel 9 van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad, zoals uitgevoerd bij de artikelen 10 tot 12 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

4° in 2017 of in 2018 in aanmerking komen voor de basisbetalingsregeling overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

5° houder zijn van een certificatie inzake de naleving van het productdossier « standaard VEGAPLAN »;

6° niet in aanmerking gekomen zijn voor steun overeenkomstig artikel 2, 2° van het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015 tot invoering van een steunregeling waarbij de landbouwers ertoe aangezet worden deel te nemen aan de kwaliteitsregelingen die van toepassing zijn op de landbouwproducten;

7° geen onderneming in moeilijkheden zijn, in de zin van artikel 2, 14°, van Verordening (EG) nr.702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

8° de verklaring betreffende de verlening van de « de minimis »-steun, zoals opgenomen in de bijlage, ingevuld hebben.

Art. 3. Overeenkomstig artikel D.254 van het Wetboek is het betaalorgaan belast met de opvolging van de op grond van dit besluit toegekende steun.

Het betaalorgaan kent de steun toe op grond van de gegevens en documenten waarover het beschikt.

In afwijking van lid 2 stuurt genoemd betaalorgaan, wanneer het niet over de gegevens of documenten beschikt waarmee het de steun aan de betrokken landbouwers kan toekennen, een informatieaanvraag aan de certificerende instellingen of aan de landbouwers door elk middel dat een vaste datum verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek. De landbouwers of de certificerende instellingen antwoorden binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek om informatie.

Art. 4. Van het de minimis-karakter van de steun wordt in de beslissing tot toekenning ervan door het betaalorgaan melding gemaakt.

Art. 5. De verantwoordelijke van het betaalorgaan of diens afgevaardigde :

1° hoort de verzoeker wanneer laatstgenoemde overeenkomstig artikel 17, § 2, van het Wetboek vraagt om gehoord te worden;

2° neemt een beslissing inzake het beroep binnen drie maanden na ontvangst ervan.

Er wordt geen enkele verwijlinterest geëist betreffende de betalingen verricht in het kader van dit besluit.

Art. 6. Er wordt geen van de steunbedragen waarin dit besluit voorziet, toegekend aan een landbouwer die kunstmatig de voorwaarden heeft gecreëerd om, tegen de doelstellingen van dit besluit in, voor dergelijke steun in aanmerking te komen.

Art. 7. Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 30 juni 2019.

Art. 8. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juli 2018.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en
afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Bijlage

Formulier voor de verklaring op erewoord inzake de minimis-steun

Hierbij verklaart ondergetekende :

1° dat aan hierna genoemde onderneming :

a) over de periode van 01/01/....., invullen met het jaartal twee jaren vóór de datum van ondertekening van deze verklaring tot..../...../....., invullen met de datum van ondertekening van deze verklaring, eerdere de minimis-steun toegekend is tot een totaal bedrag van..... euro;

b) over de periode van 01/01/....., invullen met het jaartal twee jaren vóór de datum van ondertekening van deze verklaring tot..../...../....., invullen met de datum van ondertekening van deze verklaring, geen eerdere de minimis-steun toegekend is.

2) niet reeds voor dezelfde in aanmerking komende kosten staatssteun is verleend op grond van een groepsvrijstellingsverordening of een besluit van de Europese Commissie, indien door de « de minimis-steun » het maximum van de uit dien hoofde toegestane steun zou worden overschreden.

Betreffende lid 1, 1°, a), wordt een afschrift van de gegevens waaruit het verlenen van de de minimis-steun blijkt, aan deze verklaring toegevoegd.

bedrijfsnaam....

landbouwersnummer....

naam en functie.....

Adres.....

postcode en plaatsnaam.....

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2018 tot vaststelling in 2018 van een steun ter bevordering van de certificatie inzake de naleving van het productdossier « standaard VEGAPLAN ».

Namen, 19 juli 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en
afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN